

(N° 145.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 1^{er} AVRIL 1908.

Mise à la retraite des membres de la Cour des Comptes.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (1), PAR M. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MESSIEURS,

La question de la mise à la retraite des membres de la Cour des Comptes a été, à diverses reprises, l'objet d'observations et de discussions au sein du Parlement. Déjà en 1858, un certain nombre de membres de la Chambre s'étaient émus de la situation créée par la loi du 27 décembre 1848 qui avait diminué leur traitement d'un millier de francs; l'intervention de ces membres eut pour effet le relèvement des traitements; ceux-ci suivirent la marche ascensionnelle des traitements des autres fonctionnaires de l'État. Mais en ce moment, il n'était pas encore question de la mise à la retraite à un âge déterminé. Ce n'est que lors de la session de 1880-1881 que la question est soulevée la première fois par la section centrale, chargée d'examiner le budget des dotations de l'exercice 1881. Le rapporteur, M. H. Bockstael, se montre franchement partisan de la mesure et se base spécialement dans son argumentation sur cette considération, que les membres de la Cour des Comptes, exerçant une véritable magistrature, doivent être assimilés aux membres de la magistrature ordinaire. Nous rencontrerons cette opinion au cours de ce rapport.

« La section centrale, conclut le rapporteur, déterminée par les considérations qui précèdent et estimant que l'on ne peut modifier une loi organique par la loi du Budget, émet le vœu : que le Gouvernement soumette à la législature un projet de loi assimilant à la Cour de cassation, au point de vue de la mise à la pension et de l'éméritat, la Cour des comptes. »

(1) La Commission était composée de MM. Beernaert, président, Bertrand, De Becker, Remy, Hymans, Rosseeuw, Thienpont et de Ghellinck d'Elsegheem.

« Si le Gouvernement, ajoute le rapporteur, croyait devoir s'abstenir, la Chambre elle-même prendrait l'initiative. »

C'est ce qui arriva en effet : à la séance du 24 décembre 1880, M. Malou proposa de nommer une commission pour examiner ce qu'il conviendrait de faire. Le président de la Chambre ayant émis l'idée que la section centrale du Budget des dotations aurait pu être transformée en commission, M. Woeste insista pour qu'on nommât une nouvelle commission; l'opinion de la section centrale est connue, disait-il, et il s'agit aujourd'hui de se prononcer sur les idées de la section centrale.

Cette opinion fut admise par la Chambre et le bureau désigna une Commission en dehors des membres de l'ancienne section centrale.

Cette Commission fut désignée à la séance du 3 février 1881; M. Olin en fut le rapporteur. Celui-ci put déposer son rapport à la séance du 14 juillet suivant : la Commission se rallia aux idées de la section centrale et élaborâ un projet qui peut être résumé comme suit :

Une pension égale à la moyenne de traitement durant les cinq dernières années serait servie aux membres de la Cour des Comptes qui ont accompli leur soixante-quinzième année et après quarante ans de services, dont vingt au moins au sein de la Cour.

La Commission se prononçait donc en faveur de la limite d'âge et de l'éméritat.

Mais ce projet ne vit cependant pas le feu de la discussion : en effet, à la séance du 1^{er} décembre suivant, M. Olin, rapporteur, par motion d'ordre, demanda l'ajournement de la discussion.

« Notre Commission, disait-il, désignée par le bureau de la Chambre, avait une mission toute spéciale, celle de s'occuper exclusivement des membres de la Cour des Comptes, mais depuis le dépôt de notre rapport un fait nouveau s'est produit. Usant de son initiative parlementaire, un de nos honorables collègues a proposé la revision générale de la loi sur les pensions civiles. Les questions de principe seront donc examinées prochainement et leur solution influera nécessairement sur les dispositions de notre projet.

» Il me paraît qu'il n'y a aucune urgence d'accorder un tour de faveur aux membres de la Cour des Comptes. Ils sont victimes de la situation actuelle, mais il y a de nombreuses victimes qui en souffrent comme eux et qui ont aussi droit à une réparation.

« Je suis de ceux qui pensent que les fonctionnaires civils ont droit tout au moins au retour à la loi de 1844 : s'il est nécessaire de rédiger un projet spécial pour la Cour des Comptes, il est plus utile et plus convenable de discuter l'un projet avec l'autre ».

Voici la conclusion de l'honorable M. Olin :

« Si le Gouvernement nous promet une solution à un temps rapproché, je crois que nous pouvons ajourner l'examen des questions relatives à la pension des membres de la Cour des Comptes ».

Il est intéressant aussi de savoir quel était le sentiment du Gouvernement de cette époque sur les questions examinées par la Commission. Nous le

trouvons dans la réponse donnée à la motion de M. Olin, par M. Graux, ministre des Finances :

« J'appuie la proposition d'ajournement formulée par l'honorable M. Olin. Le projet de loi relatif à l'augmentation des pensions des membres de la Cour des Comptes fera vraisemblablement surgir une discussion sur une question de principe. Ce projet, malgré certaines précautions de forme ou de style, dont on a entouré les propositions qu'il contient, engage le principe de l'éméritat en faveur des membres de la Cour des Comptes. C'est donc une application nouvelle de ce principe et je pense que cette extension est de nature à rencontrer ici une sérieuse opposition. Je pense, Messieurs, comme l'honorable membre, que la Chambre étant saisie de la question de l'augmentation des pensions de tous les fonctionnaires de l'ordre administratif, il n'y a pas lieu de donner le pas aux pensions des membres de la Cour des Comptes. Il est préférable que ces questions soient examinées, sinon simultanément, du moins à une même époque ».

Quant au point de savoir quand ces questions pourront être examinées par la Chambre, l'honorable Ministre des Finances ne veut s'engager à rien, étant donné le manque de ressources. « La situation du trésor, dit-il, ne permet pas de grever en ce moment notre budget public d'une charge nouvelle qui sera relativement considérable ».

Ce que la situation financière ne permit pas de réaliser en 1881, la loi du 10 janvier 1886 le réalisa pour toutes les pensions civiles : le maximum des deux tiers du traitement et les maxima de 5,000 et de 3,500 francs, fixés par les paragraphes 4 et 5 de l'article 1^{er} de la loi du 17 février 1849, furent respectivement portés aux trois quarts du traitement à 7,500 et à 5,250 fr.

Cette loi constituait un grand progrès sur la situation antérieure et les membres de la Cour des Comptes purent en jouir comme tous les autres fonctionnaires civils.

Le projet de loi Olin devint caduc par les effets de la dissolution en 1902.

La question de la mise à la retraite à un âge déterminé fut cependant encore soulevée à diverses reprises au sein de la Chambre, lors de la discussion du budget des Dotations, notamment en 1894. M. de Trooz, à la séance du 6 décembre de cette année, attira l'attention de ses collègues sur ces questions et demanda subsidiairement une augmentation de traitement pour les conseillers à la Cour des Comptes et pour tout le personnel de la Cour.

Le Ministre de Finances, M. de Smet de Naeyer, promit d'examiner la question en même temps que celle de l'augmentation des traitements de tous les magistrats.

Cette promesse ministérielle fut dégagée par la loi du 31 décembre 1900, en ce qui concerne la Cour des Comptes.

Depuis lors, la question ne fut plus soulevée que pour mémoire. Dans divers rapports de la Section centrale ayant examiné le budget des Dotations jusqu'à ce que, à la suite du rapport que j'ai eu l'honneur de déposer sur le même budget, à la séance du 4 décembre 1907, la commission actuelle fut nommée par le Bureau sur la proposition faite par MM. Hymans, Meche-lyneck, Lemonnier et Monville.

La Commission, ainsi constituée, a examiné spécialement deux questions, savoir :

Faut-il fixer une limite d'âge pour les membres de la Cour des comptes?

Faut-il leur accorder le bénéfice de l'éméritat ?

Limite d'âge. — On s'est demandé tout d'abord si la Cour des comptes constituait, à proprement parler, une magistrature. Il est évident que si la situation des membres de la Cour des comptes peut être assimilée à celle des membres des cours et tribunaux, la question de la limite d'âge doit être résolue dans le sens affirmatif, et il ne reste plus qu'à examiner alors à quel âge il convient de déterminer la limite.

D'après la majorité des membres de la Commission, la Cour des comptes ne peut être assimilée à la magistrature proprement dite; elle présente un caractère mixte et constitue ainsi une magistrature d'une nature toute spéciale, une magistrature *sui generis*. Les membres de la Cour des comptes sont, en même temps fonctionnaires : ce sont des fonctionnaires de la Chambre; en 1848 déjà, cette opinion se produisit, et elle ne fut combattue par aucun membre de la Chambre.

Nous puisons ces renseignements dans les développements d'un projet de loi relatif à l'augmentation des traitements des membres de la Cour des comptes, projet présenté par M. Allard et signé par quatorze de ses collègues.

« Les membres de la Cour des comptes, disait M. Frère-Orban, dans la séance du 25 novembre 1848, sont, en quelque sorte, des fonctionnaires de la Chambre », et il en concluait qu'en sa qualité de Ministre, il ne pouvait donner des explications sur leur position, comme s'il s'agissait d'autres fonctionnaires.

En 1859 encore, cette même manière de voir a été reproduite à l'occasion de la discussion du budget de la Chambre et n'a également rencontré aucune contradiction, bien que la section centrale du budget des dotations de l'exercice 1859 eût paru un instant avoir une autre opinion. Nous avons vu tantôt quel était, à cet égard, l'opinion de M. Graux en 1881, quand il proposa de discuter la question des pensions des membres de la Cour des comptes à la même époque que l'on discuterait la question des pensions de tous les autres fonctionnaires civils.

En qualité de fonctionnaires, les membres de la Cour des comptes sont chargés de l'examen et de la liquidation des comptes de l'administration générale du pays; ils sont investis du droit de contrôle sur les recettes et les dépenses du budget de l'État et de ceux des provinces. C'est là, sans contredit, une mission importante confiée à la Cour des comptes.

Mais à côté de ses attributions de l'ordre administratif, la Cour des comptes en réunit d'autres participant du caractère judiciaire, en ce qui concerne la gestion des comptables, les mesures coercitives qu'elle est autorisée à prendre et les pénalités qu'elle a le pouvoir de prononcer. « Les arrêts de la Cour contre les comptables, dit l'article 13 de la loi organique, sont exécutoires; ils peuvent être déférés à la Cour de cassation pour violation des formes de la loi. »

De tout ceci, nous pouvons conclure que la Cour des comptes constitue un collège à caractère mixte, exerçant certaines attributions, les principales, de l'ordre administratif, et certaines attributions de l'ordre judiciaire.

On ne peut donc pas dire que ce collège puisse être assimilé à la magistrature ordinaire. Dès lors, il ne peut être question de les soumettre à la loi de 1867, qui a fixé une limite d'âge pour les membres des cours et tribunaux.

Est-ce à dire qu'ils ne puissent être mis à la retraite à un âge déterminé comme les fonctionnaires de l'ordre civil ?

La question a également été débattue par votre Commission. Un membre a émis l'avis que l'importance des fonctions exercée par les membres de la Cour des comptes exigeait la plénitude des facultés intellectuelles de ces fonctionnaires ; que, de plus, le maintien en fonctions, sans aucune limite, des membres de la Cour empêchait l'avancement des fonctionnaires et employés, qui de cette manière ne peuvent améliorer leur position comme ils en ont la légitime ambition.

Il a été répondu à ces objections qu'il n'est pas exact que les membres de la Cour des comptes soient indéfiniment tenus en fonctions, puisqu'ils sont soumis à réélection tous les six ans ; que la Chambre conserve la liberté pleine et entière de réélire, oui ou non, les membres de la Cour et qu'il n'y a pas eu d'exemple que la Chambre ait réélu un membre incapable, vu son grand âge, de remplir convenablement ses fonctions ; qu'il n'est pas exact de dire que l'âge avancé ait nécessairement pour conséquence d'amoindrir les facilité intellectuelles et les aptitudes au travail ; que, du reste, les fonctions des membres de la Cour, bien qu'importantes, ne sont cependant pas à ce point absorbantes et fatigantes qu'on ne puisse s'y livrer après un certain âge ; qu'elles n'exigent pas un grand esprit d'initiative comme celles des hauts fonctionnaires des départements ministériels.

En ce qui concerne l'avancement des fonctionnaires et employés de la Cour des comptes, la Commission estime que la mise à la retraite d'office des conseillers n'aurait pas pour effet nécessaire d'améliorer la situation des fonctionnaires et employés au point de vue de l'avancement, car à diverses reprises la Chambre a nommé des conseillers étrangers à cette administration et nul ne peut songer à restreindre ces droits de la Chambre en cette matière. De plus, s'il y a quelques conseillers arrivés à un âge avancé, d'autres sont encore dans la force de l'âge et, à l'avenir, le roulement ne se fera pas d'une manière plus accentuée qu'actuellement,

Pour tous ces motifs, votre Commission, ne voulant pas diminuer les droits et prérogatives de la Chambre en matière de nomination des membres de la Cour, a estimé par 4 voix contre 1 qu'il n'y a pas lieu de fixer une limite d'âge pour la mise à la retraite des présidents et conseillers de la Cour des comptes.

Éméritat.

L'examen de la question soumise à la Commission aurait pu, à la rigueur, se borner à ce point, mais désirant peser la question sous tous ses aspects,

vosre Commission a abordé le second point annoncé en tête de ce rapport, et n'a point voulu le considérer comme tranché par la question préalable.

En effet, les membres de la Cour des comptes sont soumis, lorsqu'ils prennent leur retraite, aux règles générales de la loi sur les pensions civiles. Le crédit pour y faire face est inscrit au budget de la dette publique, et lorsqu'un membre de la Cour des comptes s'adresse à la Chambre pour donner sa démission, il peut demander à conserver le titre honorifique de ses fonctions. Mais la question de savoir s'il peuvent jouir de l'éméritat conserve toute son actualité.

En matière de pension, l'éméritat est un privilège et si on l'a accordé aux magistrats des cours et tribunaux, c'est en quelque sorte comme compensation de la mise d'office à la retraite, lorsqu'ils sont arrivés à la limite d'âge. Si on l'a accordé aux professeurs de l'enseignement supérieur, c'est en considération des services éminents rendus par eux à la science et de la gloire qui en rejaillit sur le pays. Faut-il étendre ce privilège à d'autres classes de citoyens, et notamment aux membres de la Cour des comptes? Votre commission n'a pas cru pouvoir entrer dans cette voie, bien que le sacrifice pour les finances de l'État ne soit pas important.

Elle a pris cette décision afin de ne pas créer un précédent dangereux, qui bientôt serait invoqué, avec au moins autant de raison par les hauts fonctionnaires des départements ministériels. L'augmentation des dépenses occasionnées par les traitements des fonctionnaires et employés, a fait observer un membre de la Commission, a pris des proportions considérables au cours des vingt-cinq dernières années, la charge du budget en est plus lourde d'année en année; les pensions civiles sont également en augmentation; qu'en adviendrait-il, s'il fallait étendre le privilège de l'éméritat à des fonctionnaires pensionnés qui n'en jouissent pas aujourd'hui? En conséquence, votre Commission a rejeté l'éméritat pour les membres de la Cour des comptes, à l'unanimité des cinq membres présents.

Le Rapporteur,

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

Le Président,

A. BEERNAERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 1 APRIL 1908.

Op-pensioen-stelling der leden van de Rekenkamer.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (1) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

Het vraagstuk der op-pensioen-stelling van de leden der Rekenkamer werd reeds meermalen in het Parlement besproken en onderzocht. In 1858 reeds, waren sommige leden der Kamer begaan met den toestand, waarin de wet van 27 December 1848 die beambten had gesteld, door hunne wedde met duizend frank te verminderen; d'e bemoeiing dier Kamerleden deed de jaarwedden verhoogen en deze stegen verder geleidelijk op met de jaarwedden der andere Staatsambtenaars. Maar toen was er nog geen sprake van de op-pensioen-stelling op een bepaalden ouderdom. Eerst in het zittingsjaar 1880-1881, komt het vraagstuk op het tapijt in de Middenafdeeling, belast met het onderzoek van de begrooting der dotatiën voor het dienstjaar 1881. De verslaggever, de heer H. Bockstael, verklaart zich ronduit voor den maatregel en steunt in zijne bewijsvoering vooral hierop, dat de leden van de Rekenkamer, wyl zij wezenlijk eene magistratuur bekleeden, op één rang moeten worden gesteld met de gewone magistratuur. Wij zullen deze meening verder in dit verslag terug vinden.

« De Middenafdeeling, besluit de verslaggever, door bovenstaande beweegredenen overtuigd en van meening zijnde dat geene organieke wet door de begrootingswet mag worden gewijzigd, drukt den wensch uit : dat de Regeering aan de wetgevende Kamers een wetsontwerp voorlegge, waarbij de Rekenkamer op gelijken voet met het Hof van Cassatie zou worden gesteld, wat betreft de op-pensioen-stelling en het emeritaat.

En de verslaggever voegt er bij : « Indien de Regeering meent zich te moeten onthouden, zou de Kamer zelf het initiatief nemen.

(1) De Commissie bestond uit de heeren Beernaert, voorzitter, Bertrand, de Becker-Remy, Hymans, Rossecuw, Thienpont en de Gellinck d'Elseghem.

Dat gebeurde inderdaad : in zitting van 24 December 1880 stelde de heer Malou voor, eene commissie te benoemen tot onderzoek van hetgeen er diende te worden gedaan. De voorzitter der Kamer drukte de meening uit dat de Middenafdeeling voor de Begrooting der Dotatiën in Commissie kon worden veranderd; de heer Woeste, van zijnen kant, drong aan op de benoeming van eene nieuwe Commissie : De zienswijze van de Middenafdeeling is bekend, sprak hij, het geldt thans de beraadslaging over de denkbeelden der Middenafdeeling.

De Kamer deelde in deze zienswijze en het bureel benoemde eene Commissie buiten de leden der vroegere Middenafdeeling.

Deze Commissie werd aangesteld in zitting van 3 Februari 1881; de heer Olin was haar verslaggever. Deze legde zijn verslag neer in zitting van 14 Juli daaropvolgende; de Commissie was het eens met de Middenafdeeling en maakte een ontwerp op dat kan worden samengevat als volgt :

« Een pensioen ten bedrage van de gemiddelde jaarwedde der laatste vijf jaren zou worden verleend aan de leden der Rekenkamer die meer dan vijf en zeventig jaar oud zijn en meer dan veertig jaren dienst tellen, waarvan twintig ten minste in de Rekenkamer. »

De Commissie verklaarde zich dus ten gunste van de ouderdomsgrens en van het emeritaat.

Maar dit ontwerp doorstond het vuur der bespreking niet : in zitting van 1 December daaropvolgende vroeg immers de heer Olin, verslaggever, bij ordemotie, dat men de bespreking zou verdagen.

« Onze Commissie, zegde hij, door het bureel van de Kamer benoemd, had eene gansch bijzondere zending : namelijk zich uitsluitend bezig te houden met de leden der Rekenkamer, maar sedert het voorleggen van ons verslag is er iets nieuws gebeurd. Krachtens zijn parlementair initiatief stelde een onzer achtbare collega's de algemeene herziening voor der wet op de burgerlijke pensioenen. De eigenlijke beginselen zullen dus welhaast worden onderzocht en hunne oplossing zal noodzakelijk de bepalingen van ons ontwerp beïnvloeden.

» Ik zie niet in waarom het dringend zou zijn een voorrang te verleenē aan de leden der Rekenkamer. Zij zijn de slachtoffers van den huidige toestand, maar er zijn veel zulke slachtoffers die evenzeer getroffen zijn, en lijden die ook recht hebben op verbetering.

» Ik voeg mij bij dezen die meenen dat de burgerlijke bedienden op zijn minst den terugkeer tot de wet van 1844 mogen eischen : is het noodig een afzonderlijk ontwerp op te stellen voor de Rekenkamer, het is nuttiger en passender het eene ontwerp met het andere te bespreken. »

Hier volgt het besluit van den achtbaren heer Olin :

« Indien de Regeering ons eene niet lang uitblijvende oplossing belooft, meen ik dat wij het onderzoek van de op-pensioen-stelling der leden van de Rekenkamer mogen verdagen. »

Het is ook van belang, het gevoelen te vernemen der Regeering van dien tijd, over de vraagstukken door de Commissie onderzocht. Wij vinden het in het antwoord, gegeven op de motie van den heer Olin, door den heer Graux, Minister van Financiën :

« Ik treed het voorstel van verdaging bij, door den achtbaren heer Olin gedaan. Het ontwerp van wet, betreffende de verhooging der pensioenen van de leden der Rekenkamer, zal waarschijnlijk eene bespreking uitlokken over een grondbeginsel. Dit ontwerp, al ontwikkelt het ook zijne bepalingen met zekere voorzorgen van vorm en stijl, lost in beginsel het vraagstuk op van het emeritaat voor de leden van de Rekenkamer. Het is dus eene nieuwe toepassing van dit beginsel en ik meen dat deze uitbreiding hier op ernstigen tegenstand zal stooten. Ik deel, Mijne Heeren, in de meening van het achtbaar lid, waar hij zegt dat de Kamer, eenmaal het vraagstuk van de verhooging der pensioenen van de bestuurlijke ambtenaren aanhangig, geen reden meer heeft om de regeling van de pensioenen der leden van de Rekenkamer te doen voorgaan. Het is best dat deze vraagstukken, zoo niet terzelfder tijd toch dan binnen hetzelfde tijdstip worden onderzocht.

Wat nu betreft het oogenblik waarop deze vraagstukken door de Kamer zullen kunnen onderzocht worden, — daarover wil de achtbare Minister van Financiën, gezien het gebrek aan hulpmiddelen, geene verbintenis nemen. « De toestand der kas, zegt hij, laat niet toe onze openbare begrooting te bezwaren met een nieuwen, betrekkelijk grooten last. »

Hetgeen om wille van den geldelijken toestand in 1881 niet kon verwezenlijkt worden, werd voor al de burgerlijke pensioenen door de wet van 10 Januari 1886 gedaan; het maximum der twee derden van de wedde en de maxima van 3,000 en 3,500 frank bepaald bij artikel 1, lid 4 en 5, der wet van 17 Februari 1849, werden respectievelijk gebracht op de drie vierden der wedde op 7,500 en 5,250 frank.

Deze wet bracht eene groote verbetering in den vroegeren toestand en de leden van de Rekenkamer haalden er voordeel uit evenals al de andere burgerlijke ambtenaren.

Het wetsontwerp Olin verviel ten gevolge van de ontbinding van 1902.

Het vraagstuk der op-pensioen-stelling op een bepaalden ouderdom werd herhaaldelijk opnieuw in de Kamer opgeworpen, ter gelegenheid van de begrooting der Dotatiën, namelijk in 1894. De heer de Trooz, in zitting van 6 December van dat jaar, vestigde op die punten de aandacht van zijne collega's en vroeg op zijn minst eene verhooging van jaarwedde voor de raadsheeren bij de Rekenkamer en voor al het personeel van die Kamer.

De Minister van Financiën, de heer de Smet de Naeyer, beloofde het vraagstuk te onderzoeken terzelfdertijd als dat van de verhooging der jaarwedden van alle magistraten.

Wat betreft de Rekenkamer, werd de achtbare Minister van deze belofte ontslagen door de wet van 31 December 1900.

Sedertdien liet men de zaak onaangeroerd; enkel werd er tot aandenken op gewezen in verschillende verslagen van de Middenafdeeling over de Begrooting der Dotatiën. Eindelijk werd, ten gevolge van het verslag over dezelfde begrooting, dat ik de eer had voor te leggen in zitting van 4 December 1907, door het Bureel de huidige commissie benoemd, op voorstel van de heeren Hymans, Mechelynck, Lemonnier en Monville.

De aldus samengestelde Commissie onderzoekt inzonderheid de volgende twee vragen :

Moet er voor de leden der Rekenkamer eene ouderdomsgrens worden bepaald ?

Moet men ze tot het emeritaat toelaten ?

Ouderdomsgrens. — Eerst en vooral werd de vraag gesteld of de Rekenkamer eene eigenlijke magistratuur is. Kan de toestand van de leden der Rekenkamer worden gelijkgesteld met dien van de leden der gerechtshoven en rechtbanken, dan hoeft voorzeker het vraagstuk van de ouderdomsgrens in bevestigenden zin opgelost te worden, en dan blijft er nog enkel te onderzoeken op welken leeftijd die grens gebracht moet worden.

De meerderheid van de leden der Commissie oordeelt dat de Rekenkamer niet is gelijk te stellen met de eigenlijke magistratuur; zij heeft een gemengd karakter en is dus eene magistratuur *sui generis*. De leden der Rekenkamer zijn tevens ambtenaren : zij zijn ambtenaren der Kamer; reeds in 1848 werd deze meening uitgedrukt en door geen enkel Kamerlid bestreden.

Deze inlichtingen vinden wij in de toelichting van een ontwerp van wet betreffende de verhooging der jaarwedde van de leden der Rekenkamer, dat werd overgelegd door den heer Allard en onderteekend door veertien van zijne medeleden.

« De leden der Rekenkamer, zegde ook de heer Frère-Orban ter vergadering van 25 November 1848, zijn als 't ware ambtenaren van de Kamer », en daaruit leidde hij af dat hij, als Minister, geene uitleggingen kon geven over hunnen toestand, als of het andere ambtenaren zou gelden.

Ook in 1859 werd dezelfde zienswijze uitgedrukt tijdens de beraadslaging over de begrooting der Kamer, en zij werd er evenmin bestreden, ofschoon de Middenafdeeling voor de Begrooting der Dotatiën, dienstjaar 1859, een oogenblik een ander gevoelen scheen toegedaan. Daareven zagen wij hoe de heer Graux er over dacht, toen hij voorstelde te handelen over het pensioen van de leden der Rekenkamer terzelfder tijd als over het pensioen van alle andere ambtenaren.

Als ambtenaren, zijn de leden der Rekenkamer belast met het onderzoek en de vereffening der rekeningen van 's lands algemeen bestuur; zij hebben recht van toezicht over de ontvangsten en uitgaven der begrootingen van den Staat en van de provinciën. Dit is voorwaar eene gewichtige zending, opgedragen aan de Rekenkamer.

Doch naast hare bevoegdheid in zake van bestuur, heeft de Rekenkamer ook eene bevoegdheid van eenigszins rechterlijken aard wat betreft het beheer van de rekenplichtigen, de dwangmaatregelen die zij mag nemen, de straffen die zij kan opleggen. « De arresten van de Rekenkamer tegen de rekenplichtigen, zegt artikel 13 der inrichtingswet, zijn uitvoerbaar; zij kunnen onderworpen worden aan het Hof van cassatie, wegens overtreding van de wetsvormen. »

Uit dit alles mogen wij afleiden dat de Rekenkamer een college is van gemengden aard, dat zekere bevoegdheid bezit, voornamelijk in bestuurszaken en zekere bevoegdheid in rechterlijke zaken.

Derhalve kan niet worden beweerd dat dit college mag gelijkgesteld worden met de gewone magistratuur. Dus kan er geen sprake van zijn ze te onderwerpen aan de wet van 1867, die eene ouderdomsgrens bepaalt voor de leden der gerechtshoven en rechtbanken.

Beteekent dit dat zij niet kunnen op pensioen worden gesteld op een bepaalden leeftijd, evenals de burgerlijke ambtenaren?

Dit punt werd door uwe Commissie besproken. Een lid was van gevoelen dat het gewichtig ambt, door de leden der Rekenkamer waargenomen, vereischt dat zij het volle genot van hunne geestvermogens bezitten; dat indien de leden der Kamer onbepaald in ambtsbediening bleven, de bevordering van de ambtenaren en bedienden zoodoende werd verhinderd; dat dezer toestand daardoor niet kon verbeteren, zooals hun billijk streven was.

Op deze tegenwerpingen werd geantwoord dat de leden der Rekenkamer niet onbepaald in ambtsbediening blijven, vermits zij om de zes jaren aan herkiezing zijn onderworpen; dat het de Kamer vrij staat ze al of niet te herkiezen en dat de Kamer nimmer een lid had herkozen, dat, gezien zijn gevorderden leeftijd, zijn ambt niet langer behoorlijk kon waarnemen; dat het onwaar was als zou gevorderde leeftijd noodzakelijk de verstandsvermogens en arbeidsgevatheid verzwakken; dat overigens het ambt van lid der Rekenkamer, ofschoon gewichtig, toch niet zoo afsloovend, zoo lastig is om het niet te kunnen uitoefenen na zekeren leeftijd; dat daartoe geen groote ondernemingsgeest noodig is, zooals bij de hoogambtenaren der ministeriën.

Wat betreft de bevordering van de ambtenaren en bedienden der Rekenkamer, is de Commissie van oordeel, dat indien de raadsheeren ambtshalve op pensioen werden gesteld, de bevordering der ambtenaren en bedienden daar niet noodzakelijk iets zou bij winnen, vermits de Kamer herhaaldelijk raadsheeren benoemde die volkomen vreemd waren aan dat bestuur: niemand kan er overigens aan denken de rechten der Kamer in deze te beperken. Daarenboven, zoo sommige raadsheeren een gevorderden leeftijd bereikten, anderen verkeerden nog in hunne volle levenskracht en voortaan zal de afwisseling van personen niet meer omvang krijgen dan zij thans heeft.

Om al deze redenen heeft uwe Commissie, die geene inbreuk wil maken op de rechten van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, in zake van benoeming van de leden der Rekenkamer, met 4 stemmen tegen 1 het gevoelen uitgedrukt dat er geene ouderdomsgrens hoeft bepaald te worden om den voorzitter en de leden der Rekenkamer op pensioen te stellen.

Emeritaat. — Het onderzoek van de aan de Commissie onderworpen vraag kon, streng genomen, hierbij worden gelaten; doch verlangende de zaak in ieder opzicht te onderzoeken, ging uwe Commissie over tot het tweede punt, hiervoren aangekondigd, en wilde zij het niet beschouwen als zijnde opgelost door de voorafgaande kwestie.

Trouwens, wanneer de leden der Rekenkamer aftreden, zijn zij onder-

worpen aan de algemeene regelen van de wet op de burgerlijke pensioenen. Het krediet om deze pensioenen uit te betalen komt voor op de begroting van 's Lands schuld, en zoo een lid der Rekenkamer zich wendt tot de Kamer der Volksvertegenwoordigers om ontslag te nemen, kan hij vragen om den eeretitel van zijn ambt te behouden. Doch de vraag of hij het emeritaat kan genieten, blijft onafgedaan.

In zake van pensioen, is emeritaat een voorrecht, en werd het verleend aan de magistraten der gerechtshoven en rechtbanken, dan is 't als 't ware ter vergelding voor ambtshalve op-pensioen-stelling, zoodra zij de ouderdomsgrens bereiken. Verleende men het aan de hoogleeraren, dan was het uit erkentenis voor de uitstekende diensten, door hen bewezen aan de wetenschap en uit hoofde van den luister, daardoor over het land verspreid. Moet dit voorrecht worden uitgestrekt tot andere klassen van burgers, namelijk de leden der Rekenkamer? Dit kan uwe Commissie niet beamen, ofschoon het nochtans 's Lands schatkist niet duur zou komen te staan.

Uwe Commissie besliste aldus om geen gevaarlijk voorbeeld te geven, dat spoedig met evenveel reden zou ingeroepen worden door de hoogambtenaren der ministeriën. In den loop der laatste vijf-en-twintig jaren, zegde een lid der Commissie, zijn de kosten voor de jaarwedden van ambtenaren en beambten aanzienlijk toegenomen, van jaar tot jaar verzwaart daardoor den last der begroting; ook de burgerlijke pensioenen nemen toe; wat zou het worden, moest het voorrecht van het emeritaat worden uitgestrekt tot gepensioneerde ambtenaren die het thans niet genieten? Bijgevolg verwierp uwe Commissie het emeritaat voor de leden der Rekenkamer met eenparige stemmen der vijf aanwezige leden.

De Verslaggever,

Ridder DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

De Voorzitter,

A. BEERNAERT.

